

Émergence d'une nouvelle gauche municipale¹, pas de printemps en vue.

Difficile de nous convaincre que la scène politique municipale puisse être un de ces lieux de prédilection de l'apprentissage démocratique. Mais faut-il le préciser, l'enjeu de la démocratie locale va bien au-delà du seul geste de déposer le bulletin dans l'urne une fois aux quatre ans. Car à ce jeu de la politique spectacle le "palier" municipal ne fait pas le poids. Et puis, comparé au fédéral et au provincial, le municipal ne gèrent-ils pas des budgets dérisoires ? Et encore, "le vrai pouvoir" se trouve en haut de la pyramide. Il faut toutefois faire l'effort de sortir de cet étroit corridor si on veut trouver les motifs qui pourrait nous persuader de nous intéresser plus sérieusement à la scène politique municipale.

En posant le pied sur le trottoir pour aller à l'école, à l'épicerie où ailleurs nous prenons ce premier contact avec l'espace public municipal. Le trou dans le trottoir qui a déjà fait chuter un voisin n'a pas été réparé, les papiers qui s'envolent du bac de recyclage, les deux arbres qu'on vient de planter près d'un banc de parc où on a l'habitude de s'asseoir ou l'autobus qu'on vient de rater parce qu'il est passé deux minutes avant l'horaire prévu. Voilà quelques unes des dizaines de ces petites choses qui sont le propre de la gestion politique et administrative de la ville et qui ont un effet direct sur la qualité et les conditions de vie dans une communauté locale. En soit, toutes ces petites choses peuvent paraître anodines. Mais, contrairement aux paliers fédéral et provincial, les citoyens-nes peuvent envahir régulièrement les conseils d'arrondissement ou municipaux pour poser les problèmes et interpeller directement les éluEs sur la place publique. Un potentiel d'ouverture considérable dans l'espace démocratique en découle. Le municipal offre ce lieu comme un "outil" pratique d'éducation et de politisation citoyenne à une démocratie autre que celle exclusive du bulletin de vote dans l'urne et de celle qui nous est véhiculée par les médias. Si la démocratie et le pouvoir citoyen sont les enjeux de fond dans notre société, le palier municipal représente alors un lieu incontournable à investir pour les forces de gauche. Mais il faut savoir qu'il s'agit d'un espace miné, dévalorisé et bafoué par le pouvoir central de l'État.

¹ Pour fins de compréhension, la gauche ce sont les courants progressistes des mouvements sociaux qui vont des tendances de la social- démocratie réformistes jusqu'aux courants politiques radicaux y compris anarcho-libertaires.

La scène et la politique municipale un lieu et des enjeux dévalorisés.

Les gouvernements ont toujours refusé à nommer le palier municipal autrement que par le terme "administration" l'opposant ainsi à celui de gouvernement. Ce qui en dit long sur l'esprit général qui domine les rapports entre les éluEs politiques locaux et les officines gouvernementales du Québec et du Fédéral. Le rapport hiérarchique de subordination du municipal est fortement ancré partout. Poliment, on répète que le municipal est le niveau inférieur du système politique et lorsque des municipalités cherchent, ne serait-ce, qu'à préserver une marge d'autonomie face aux dictats gouvernementaux on leur rappelle sans ménagement que les municipalités sont des créatures gouvernementales, point à la ligne. En somme l'histoire politique et économique moderne du Québec, à travers tous les chambardements administratifs, politiques et programmatiques au niveau municipal et régional, est un long récit d'une stratégie permanente du maintien en laisse des institutions politiques locales et régionales.

Il va sans dire que la majorité des leaders du monde de la politique municipale a parfaitement intégré et partage une telle vision du système politique et économique. Pas surprenant alors que la réaction première des citoyenNEs est de considérer le palier municipal comme sans importance. Combien de fois, lorsque j'étais élu municipal et même depuis, ais-je entendu des gens me dire de "lâcher le municipal", pour me faire élire député. Cette réaction est fort répandue, le municipal servant régulièrement de rampe de lancement pour une carrière politique à l'Assemblée nationale, au Parlement ou comme attachés politiques. Cette perception qu'on inculque aux citoyenNEs les éloignent des conseils municipaux et ouvre l'espace, à ce que d'aucun appelle, les "petits potentats locaux" qui copient et reproduisent à leurs manières, ce qui se passe en haut de la pyramide.

Dans cette logique, certains ténors de la politique municipale n'hésitent pas à utiliser l'état de subordination des entités municipales lorsque leurs intérêts politiques sont en jeu. L'exemple des fusions municipales forcées est une pure démonstration du mépris de nos élites politiques envers les structures et les enjeux politiques locaux². La loi 170, votée par le gouvernement du Parti québécois, est somme toute l'aboutissement d'une première démarche entreprise par les maires des 5 plus grandes villes du Québec en 1997. Ils ont tout simplement demandé à Québec de fusionner les municipalités environnantes à leur ville centrale.

² Cette attitude de mépris n'est aucunement un phénomène québécois. Elle est gravée dans l'histoire de l'humanité. C'est ce que montre la lutte incessante entre les États (aujourd'hui les États nationaux) et les villes, principales bases organisationnelles des civilisations que décrit Murray Bookchin dans Une société à refaire, Éditions Écosociété, 300 pages, 1993.

Ce n'est évidemment pas d'hier que les regroupements municipaux font l'objet de réflexions et de tractations au Québec. En fait, depuis la fusion de Ville de Laval en 1965, le sujet est demeuré en discussion permanente. Mais, la fusion forcée des municipalités en 2000 fût certes un des événements majeurs ayant secoué le monde municipal au cours des derniers 40 ans. Cela me servira d'exemple pour illustrer le mépris du gouvernement du Québec pour la scène politique locale.

La loi 170 du premier ministre Lucien Bouchard et de la ministre Harel a eu ceci de remarquable, c'est qu'elle fut un révélateur à trois niveaux. D'abord, le processus assez chaotique et profondément anti-démocratique qui a mené à l'adoption de cette loi a montré, que les citoyens et les citoyennes s'intéressaient malgré tout à la question politique locale. En second lieu, cette campagne des élites politiques, approuvée massivement par les milieux d'affaires en faveur des fusions, a fait ressortir l'absence significative d'une pensée globale et cohérente de la gauche sociale sur le terrain des enjeux municipaux et régionaux. Enfin, cette période d'ébullition politique a fait ressortir l'absence remarquable de la gauche politique organisée sur l'échiquier politique municipal. En fait, nous le constatons peut-être encore plus depuis la décennie 1990, c'est la droite et surtout la droite néo-libérale qui exercent un pouvoir à peu près exclusif sur la politique locale.

L'intérêt citoyen

L'enjeu des fusions municipales, touchant le cœur de la politique locale, a carrément provoqué un sursaut d'intérêt chez des milliers de personnes un peu partout au Québec malgré qu'il n'a jamais fait l'objet d'un débat large et démocratique³. Bien sûr nous en avons beaucoup entendu parlé. Mais, ce débat a été cantonné principalement chez les universitaires⁴, les "experts" des comités de transition, auprès des élites économiques, dans les médias et dans certains conseils de ville. À Montréal, où j'étais encore conseiller municipal, nous avons eu droit à une heure et demi de débat au conseil et faute de

³ *"Les citoyens n'ont pu prendre part au processus : d'une part, le projet de loi n'a fait l'objet d'aucune consultation (référendum ou autre) et d'autre part, le gouvernement a refusé de rencontrer les comités de citoyens. Le gouvernement n'a pas non plus obtenu de mandat électif à cet égard car le thème des regroupements municipaux était absent des dernières élections provinciales. La commission parlementaire fait également défaut : un nombre limité d'acteurs est entendu, dans un délai relativement court et selon une formule qui n'accorde pas le même temps de parole à tous puisque certains acteurs doivent se regrouper et d'autres ont droit à une séance complète d'audition. De plus, la consultation parlementaire privilégie les acteurs municipaux au détriment des autres catégories d'acteurs. L'information a été peu diffusée : le gouvernement n'a pas rendu publiques les études qui démontreraient les avantages des regroupements municipaux."* In, La référence aux valeurs dans le débat sur la réorganisation municipale au Québec, Laurence Bherer, CERVL-Pouvoir, Action publique, Territoire IEP de Bordeaux 11, all/e Ausone – Domaine universitaire 33607 Pessac cedex France, Vincent Lemieux Département de Science politique Université Laval, Cité universitaire Québec, page 451, 2002.

⁴ Laurence Bherer et Vincent Lemieux recensent une quarantaine d'interventions dans les journaux durant l'année 2000.

temps, je n'ai jamais eu l'occasion de prendre la parole. Une heure et demi au total dans l'enceinte officielle et aucun débat organisé avec les citoyens-nes sur la place publique pour un projet qui allait chambarder la dynamique politique de la Montréal. Les autorités, autant gouvernementales que municipales dans le cas de Montréal, avaient une peur bleue du débat public. Ils savaient qu'un tel débat ouvert aurait fait capoter la mise en scène prévue.

Certaines municipalités, souvent sous la pression intense de groupes de citoyennes et de citoyens complètement choqués de l'attitude autoritaire du gouvernement, ont réussi à occuper une partie de l'espace public sur la question et provoquées une certaine ébullition qui a culminé avec une manifestation d'environ 75 000 personnes le 10 décembre 2000 à Montréal. Ce chiffre peut être associé, au moins en partie, aux préoccupations citoyennes en faveur de la défense des structures municipales. Il faut dire que la loi 170 était une véritable provocation de la part du gouvernement et des maires des plus grandes villes⁵. Sans entrer ici dans le débat des arguments et des intérêts opposant les pour et les contre (bilan d'ailleurs qui n'a pas encore été réalisé), il est clair que les raisons officiellement invoquées par l'État québécois pour forcer les fusions n'étaient pas crédibles aux yeux de dizaines de milliers de citoyens-nes. D'ailleurs, j'ai toujours prétendu que la plupart des objectifs recherchés par le gouvernement⁶ avec la fusion forcée des municipalités auraient pu être atteints par décret gouvernemental ou par des modifications aux lois existantes⁷. Si le gouvernement a choisi de perturber le monde municipal c'était pour de toutes autres raisons, dont la plus la plus importante était de faciliter une plus grande concentration du pouvoir aux villes centrales et un meilleur arrimage avec les élites économiques dans la grande kermesse de la mondialisation économique.

La gauche sociale

Le processus qui a mené à loi 170, qui imposait aux municipalités des fusions forcées sans que la population ne puisse s'exprimer, aurait dû "titiller" davantage les milieux sociaux. Adoptée sous le

⁵ C'est en 1997 que le maire de Montréal, Pierre Bourque, et ses collègues des villes de Québec, de Hull, de Sherbrooke, de Trois-Rivières et de Chicoutimi, présentent un mémoire au premier ministre Lucien Bouchard réclamant, dans le délai de un an, la fusion des municipalités formant ces agglomérations urbaines.

⁶ En gros, les arguments invoqués promettaient de mettre fin aux désavantages administratifs, aux dédoublements inutiles, à une sous-utilisation des équipements, aux déséquilibres fiscaux importants et d'apporter des économies d'échelle. Au gouvernement du Québec, on constatait également des déficiences au niveau des institutions supramunicipales (communautés urbaines et MRC), qui ne leur permettaient pas de promouvoir correctement les enjeux régionaux et de contrer l'étalement urbain, en particulier à Montréal.

⁷ Je dis ici que c'était une direction tout à fait possible pour le gouvernement et non pas le choix que j'aurais personnellement proposé, étant tout à fait en désaccord avec les attitudes autoritaires gouvernementales.

bâillon le 20 décembre 2000, toute cette affaire suintait l'antidémocratie depuis le début. Malgré la cabale médiatique du gouvernement et l'appui des maires des principales villes du Québec, les sondages ont toujours indiqué qu'une majorité de la population était contre la proposition gouvernementale. Pourtant, ce fut le silence presque total dans les milieux progressistes. En fait cette loi 170 fut supportée "silencieusement" par les mouvements sociaux. Les mémoires⁸ des syndicats ont porté essentiellement sur la défense des intérêts des travailleurs. Même type d'approche pour les femmes et le mouvement communautaire. À ma connaissance, seul le FRAPRU⁹ a soulevé l'enjeu démocratique sur plusieurs aspects, mais sans jamais dénoncer le processus anti-démocratique, ni la loi 170 qui allaient augmenter la centralisation des pouvoirs municipaux dans un plus petit nombre de mains qu'auparavant. Il régnait alors au Québec une étrange ambiance de consensus autour de la loi gouvernementale entre les organisations patronales, les mouvements sociaux et les élites politiques¹⁰ et économiques.

Analysant la situation par rapport à ce qui s'était produit en Ontario lors des fusions municipales sous le gouvernement Harris, L. Bherer et V. Lemieux¹¹ écrivent ceci:

"Le regroupement dans les agglomérations québécoises faisait ainsi davantage l'objet d'une lecture progressiste que conservatrice. L'appui, même mitigé, des acteurs sociaux et des syndicats, est patent à cet égard. Une des grandes différences vient sans doute que contrairement à l'Ontario, la réorganisation municipale québécoise n'est pas (encore?) associée à d'autres mesures de transferts de coûts aux municipalités."

Pourquoi cette gauche sociale s'est-elle retrouvée dans un tel traquenard ? Imaginez seulement que le parti libéral ait avancé une telle proposition et nous aurions eu droit à une bataille rangée de la part des groupes sociaux. La présence du Parti québécois au pouvoir et son ascendance sur les mouvements sociaux n'apparaît pas étrangère à cette attitude. Et, comme le constate, par exemple, Marc-André Houle lorsqu'il pose un regard sur l'autonomie du mouvement communautaire, il écrit que celui-ci "*ne parvient pas à dépasser l'horizon social-démocrate de l'État-social avec les apories que cela peut comporter. Le véritable enjeu de l'autonomie se joue précisément là*".¹² Dans cette même foulée et

⁸ Une commission parlementaire "sur invitation" fut convoquée par le gouvernement.

⁹ Front d'action populaire en réaménagement urbain, organisation nationale sur le logement.

¹⁰ Quant au parti libéral, il n'était pas si malheureux de remplir son rôle d'opposition. Il pouvait alors jouer la carte démocratique sans y croire (on a vu son comportement lorsqu'il a repris le pouvoir en 2003) d'autant plus qu'il ne pouvait pas se permettre de lâcher sa principale clientèle électorale, concentrer à Montréal. Ce dossier à fini par jouer en sa faveur lors des élections suivantes en lui permettant de déloger le PQ à Québec.

¹¹ In, La référence aux valeurs dans le débat sur la réorganisation municipale au Québec, Laurence Bherer, CERVL-Pouvoir, Action publique, Territoire IEP de Bordeaux 11, all/e Ausone – Domaine universitaire 33607 Pessac cedex France, Vincent Lemieux Département de Science politique Université Laval, Cité universitaire Québec, page 470, 2002.

¹² Marc-André Houle, Les relations entre le communautaire et L'État, Revue À Bâbord, été 2005, page 16.

pour des raisons historiques, la gauche sociale, dans la perspective social-démocrate dominée par le parti québécois, a toujours été beaucoup plus près d'une préférence marquée pour l'État centralisé, estimant que c'est essentiellement par l'État que doit passer la solidarité sociale. Cette image de « double » dépendance idéologique (l'État centralisateur et la question nationale) peut s'appliquer, avec des nuances évidemment, à l'attitude générale du mouvement syndical par rapport au Parti québécois. Sur la base d'arguments tournant autour d'une meilleure équité financière¹³ à travers la fusion forcée des municipalités, les forces sociales ne sont parvenues à offrir des analyses approfondies sur les véritables enjeux poursuivis par les néo-libéraux régnant en maître sur l'échiquier politique national et local. D'ailleurs, au-delà d'une proposition « stratégique » de décentralisation politique¹⁴, l'objectif d'une plus grande concentration des pouvoirs dans les grandes villes québécoises a été atteint et ce malgré les défusions partielles réalisées sous la gestion du Parti libéral par la suite.

La gauche politique

Si la gauche sociale, à travers les mouvements sociaux, est présente à peu près partout sur terrain local, elle n'a plus de relais politiques organisés depuis près de 15 ans maintenant. L'essentiel de l'espace politique reste occupé par un seul courant, dominé par le monde des affaires et la pensée néo-libérale. Un seul programme politique sous-tend un discours généralement axé sur le développement et comportant un ou les trois éléments suivants: la croissance économique à tout prix, la concurrence internationale et la baisse des taxes. Un programme politique « de marché » que plusieurs élus municipaux, perçus comme des antennes progressistes par les citoyennes et les citoyens, endossent par crainte d'être marginalisés au sein des conseils. La gauche politique n'a pas toujours été dans cet état de délabrement.

Avec la mise sur pied du FRAP (Front d'action populaire) en 1970 et plus tard dans les années 80 avec la prise du pouvoir par le (RCM) Rassemblement des citoyens de Montréal (1986) et le (RP) Rassemblement populaire à Québec (1990), deux partis social-démocrate, la gauche populaire s'était donné des relais politiques dans les deux plus importantes villes du Québec. À la même époque,

¹³ À titre d'exemple, soulignons que l'arrondissement Sud-Ouest, un des plus pauvres de l'ancienne ville de Montréal, fut la championne de toute l'Île de Montréal en 2007 de l'augmentation des évaluations, +61%. Westmount a vu son rôle triennal croître de 35%. Cela signifie que le déplacement « relatif » du fardeau fiscal continu de se faire vers les secteurs plus pauvres de la Ville de Montréal. Ni le gouvernement, ni les villes ne veulent remettre en cause ce système fiscal inégalitaire et dont la spéculation immobilière est un des traits dominants.

¹⁴ À Montréal, ce sont essentiellement les arrondissements de la vieille ville qui ont profité de la décentralisation, alors que toutes les anciennes villes perdaient une partie de leur autonomie.

quelques autres tentatives d'organisations politiques progressistes ont germées ici et là au Québec. Toutefois, la fin des années 1980 marque en même temps l'apogée de la social-démocratie municipale et le début d'un déclin qui sera brutal dans les années qui suivent pour la gauche partisane, "parlementaire" et institutionnelle. L'embellie "progressiste" fut de courte durée. Confrontée à la montée du néo-libéralisme cette gauche politique, majoritairement social-démocrate¹⁵ et technocratisée dans les appareils municipaux, s'est désintégrée beaucoup plus rapidement qu'elle ne s'était construite. Entraînée par l'effondrement général de la social-démocratie à l'échelle de la planète, la gauche politique municipale organisée au Québec n'était déjà plus qu'un souvenir dès le milieu des années 90. Ne subsiste depuis ce temps, que quelques individus, éparpillés ici et là, largement minoritaires dans les conseils municipaux. Quant aux quelques éluEs s'identifiant à une gauche plus radicale, écologiste ou vaguement libertaire, insérée en parallèle à la social-démocratie, elle n'a jamais pu constituer un courant « reconnaissable » politiquement et elle s'est éclip­sée en douce.

Le retour des citoyens et des citoyennes

L'irruption à la fin des années 90 du mouvement anti-mondialisation, baptisé aujourd'hui altermondialiste, a relancé, sur des bases parfois radicales et anti-capitalistes, l'enjeu du local comme lieu absolument fondamental de la démocratie. Ce mouvement a su insérer les préoccupations locales comme éléments essentiels de toute vision globale cohérente. Cette vague altermondialiste a eu des répercussions au Québec à différents niveaux y compris sur la scène de la politique locale et régionale. Ainsi, partout au Québec les enjeux urbains et régionaux ont retrouvé petit à petit un attrait qu'ils avaient perdu durant une certaine période au profit des enjeux nationaux. Les positions des altermondialistes sont venues renforcer les critiques déjà présentes contre la centralisation imposée par l'État québécois aux régions depuis longtemps. Dans un livre bilan sur le développement des régions du Québec et après avoir constaté le blocage institutionnel, Roméo Bouchard va jusqu'à lancer un appel militant pour envahir le champ politique au niveau local et régional. Il écrit ceci:

"L'État, les services publics et les grandes entreprises détruisent d'une main ce que les communautés tentent de bâtir de l'autre"¹⁶

¹⁵ L'exemple d'une intervention social-démocrate permet d'éclairer le lecteur. Le RCM constitua une banque de terrains et acquis de nombreux bâtiments abandonnés ou classés taudis dans certains secteurs de la Ville afin d'y jouer trois rôles. Celui de revitaliser, en collaboration avec les Groupes de ressources techniques et des coopératives, certains secteurs délabrés, de permettre à des ménages peu fortunés d'éviter d'être chassés de leur quartier et de contrer à certains égards la spéculation immobilière.

¹⁶ Roméo Bouchard, "Y a-t-il un avenir pour les régions ?" Éditions Écosociété, page 84, 2006. N'est-ce pas là des termes familiers venant du mouvement altermondialisation?

Cohérent avec une telle constatation, Roméo Bourchard poursuit:

"Si on ne veut pas jouer le jeu des gouvernements et leurrer les citoyens, il est essentiel de joindre à la démarche de développement local une action politique systématique pour exiger une véritable politique intégrée d'occupation du territoire"¹⁷

Cette prise de conscience qui s'étend et cette revendication en faveur d'une décentralisation et d'une nouvelle gouvernance dans les régions par la démocratie participative semblent être de plus en plus partagées par de nombreux citoyens, groupes et intervenants dans les milieux ruraux et urbains. En expliquant longuement le projet de décentralisation et de démocratisation vers les régions dans un autre livre récent, la Coalition pour un Québec des régions¹⁸ ne remet toutefois pas en cause les structures politiques traditionnelles ni ne questionne le système économique capitaliste qui domine la société québécoise. Sur le même sujet et de manière tout à fait pertinente, Yves Bellavance de la TROVEP de Montréal¹⁹, soulève la question:

"Les décentralisations proposées ne peuvent répondre aux demandes des régions puisqu'elles ne remettent pas en question le modèle économique dominant"... "La population et les mouvements citoyens interviennent aux mêmes structures, font face aux mêmes façons de faire, ont le même rapport avec les arrondissements..."²⁰.

Nous retrouvons ce même "oubli" dans le document d'analyse, par ailleurs excellent, sur les enjeux autour de la démocratie urbaine et les enjeux municipaux qu'a produit le mouvement citoyen D'Abord solidaires. Toutefois, celui-ci lève un coin de voile révélateur des orientations majoritaires de nos politiciens municipaux en faveur du marché capitaliste et néo-libéral:

"Le visage de la mondialisation néolibérale apparaît clairement dans des politiques municipales en particulier dans le domaine du logement, du transport en commun, de l'environnement (eau, gestion des déchets, pollution des sites, etc.). Ces politiques s'inscrivent dans l'agenda de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui entend privatiser tous les services à la grandeur de la planète à travers son Accord général sur le commerce des services (AGCS). Le Canada est membre de l'OMC et signataire de l'AGCS. Le partenariat public-privé (PPP) et la sous-traitance constituent les principaux moyens de privatisation."²¹

Il est largement insuffisant de constater les dégâts produits et potentiels générés par l'économie de marché capitaliste. Il faut coupler ce constat avec un portrait et une analyse de la domination politique des courants néo-libéraux sur les communautés locales, urbaines et régionales. Ainsi, l'absence

¹⁷ Idem, page 85.

¹⁸ Sous la direction de Roméo Bouchard, "Libérer les QuébecS", Décentralisation et démocratie, Éditions Écosociété, 179 pages, 2007.

¹⁹ Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal

²⁰ Dossier "Le droit à la ville", Revue À Bâbord, "La décentralisation sur mesure pour les élites locales", Yves Bellavance, page 26, Décembre 2007, Janvier 2008.

²¹ D'Abord solidaires, Un agenda citoyen pour une démocratie municipale participative inclusive et solidaire, www.dabordsolidaires.ca/IMG/pdf/Agenda_citoyen.pdf, page 7.

d'alternatives politiques de gauche sur la scène municipale face au courant néo-libéral laisse la gauche sociale et nombre de citoyens et citoyennes sans grandes possibilités de rêver « un autre imaginaire politique ».

Les nouveaux regroupements de citoyens et quelques éléments des mouvements sociaux qui ont repris le flambeau sous le chapeau de la démocratie participative dans le champ politique municipal et/ou régional, continuent d'être influencés par la forte présence de l'idéologie dominante qui modèle le paysage à sa guise. Les élites politiciennes néo-libérales de la politique municipale déroulent le tapis rouge devant les promoteurs en tout genre lorsqu'il n'y a pas de contestation citoyenne et s'astreignent à faire des accommodements et quelques concessions secondaires lorsqu'une contestation se présente. Comme le mentionne Anne Latendresse du Groupe de travail sur la démocratie municipale et citoyenne du Centre d'écologie urbaine, le discours dominant *"est enrobé d'un emballage faisant la promotion du partenariat et d'une gouvernance qui associe non seulement le milieu des affaires, mais également une frange du milieu syndical et du milieu communautaire"*²². Cette stratégie a pour effet de brouiller les pistes au sein des mouvements sociaux. Exemple: pendant que le maire Tremblay accepte d'intégrer la Charte des droits et devoirs des citoyens dans les politiques officielles de la Ville de Montréal, il peut poursuivre allègrement les objectifs de son modèle néo-libéral agressif²³ qui met à mal les cohésions sociales dans les quartiers et les arrondissements. Le champ du discours est suffisamment vaste qu'il permet au maire Gérald Tremblay d'affirmer que Montréal pratique la démocratie participative et ce sans être contredit.

La gauche social-démocrate urbaine et régionale

À l'évidence, cette nouvelle vitalité citoyenne autour des enjeux urbains s'exprime un peu partout au Québec. La démocratie participative, la décentralisation et le pouvoir citoyen sont au centre des nouvelles revendications. Portées dans les milieux urbains par un réseau militant autour de D'abord solidaires et de l'Agenda citoyen, du Réseau national sur la démocratie municipale et du Centre

²² Dossier "Le droit à la ville", Revue À Bâbord, "Le néolibéralisme dévore la ville", Anne Latendresse, page 19, Décembre 2007, Janvier 2008.

²³ "Quel que soit le projet, le maire Tremblay a affirmé que la Ville de Montréal a les bras grand ouvert pour les promoteurs... et que l'argent n'était pas un problème" écrit Kathleen Lévesque. C'est lors d'un séminaire devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain que le maire Gérald Tremblay a déclaré que *"Chaque projet est regardé sur une base d'affaires. Quand on investit des millions de dollars dans nos infrastructures c'est parce que ça nous donne un rendement"*. Kathleen Lévesque, journal Le Devoir, Dimanche 3 février 2008, page A-8. Voir aussi une analyse du collectif La Pointe Libertaire « Enjeux et stratégies d'aménagement urbain à Pointe-Saint-Charles, 20 pages, avril 2005. <http://lapointelibertaire.org/analysesconjoncturelles?from=20>

d'écologie urbaine à Montréal, ces thèmes sont aussi présents au sein de quelques organisations communautaires et de groupes comme Solidarité rurale et la Coalition pour un Québec des régions.

Toutefois, il faut noter que la démarche générale s'inscrit à l'intérieur des structures municipales ou régionales en vue d'obtenir quelques réformes de structures permettant un élargissement de la participation citoyenne ou à tout le moins pour influencer les éluEs municipaux afin que les préoccupations citoyennes soient prises en considération. À cela s'ajoute certaines mobilisations parallèles et autonomes sur des enjeux déterminés par des groupes de citoyenNEs, qui font l'objet de débats publics auto-organisés²⁴ et dont les résultats sont acheminés par la suite aux instances municipales.

Jocelyne Bernier, exprime bien le défi et les limites auxquels font face des groupes citoyens qui veulent faire avancer la démocratie participative lorsqu'elle donne en exemple l'élaboration de la Politique de développement social à Trois-Rivières et le budget participatif de l'arrondissement Plateau Mont-Royal. Elle écrit que *"La portée de ces expériences dépend de la volonté politique d'élus qui facilitent la délibération et prennent en considération les recommandations des citoyens et des citoyennes dans leurs décisions"*²⁵.

On ne peut nier que de telles actions de mobilisation peuvent aider à politiser les enjeux et les luttes urbaines. Mais, même dans une perspective social-démocrate, il y a lieu d'exprimer de grands doutes quant à la portée réelle de la stratégie de pression ou d'influence sur les pouvoirs municipaux. Pour affronter le néo-libéralisme sur la scène municipale il est nécessaire comme le souligne Anna Latendresse *"D'opposer notre projet"* et construire un contre-pouvoir qu'elle désigne comme suit: *"un projet de ville qui serait inclusive, égalitaire, écologique et démocratique, passe par l'appropriation de la ville par les citoyenNEs"*²⁶. Justement, le problème est que derrière cette effervescence citoyenne il n'y a pas de projet politique. Y en a-t-il un en construction ? Peut-être, mais la piste suivie actuellement par les mouvements citoyens risque de se révéler hasardeuse. Le néo-libéralisme municipal s'accommode des revendications de démocratie participative et de décentralisation « là où

²⁴ À titre d'exemple, citons à Montréal, l'Opération populaire d'aménagement de Pointe-Saint-Charles dans l'arrondissement Sud-Ouest et le Plan de déplacement urbain dans l'arrondissement Plateau Mt-Royal.

²⁵ Dossier "Le droit à la ville", Revue À Bâbord, "Pour avoir droit à la ville, conquérir le pouvoir citoyen", Jocelyne Bernier, page 31, Décembre 2007, Janvier 2008.

²⁶ Dossier "Le droit à la ville", Revue À Bâbord, "Le néolibéralisme dévore la ville", Anne Latendresse, page 19, Décembre 2007, Janvier 2008.

la volonté des éluEs » est présente et il les interprètent à sa façon. D'un autre côté lorsque les éluEs en place refusent de céder la moindre parcelle de pouvoir face aux demandes citoyennes, ils provoquent une démobilisation et une démoralisation de nombreux citoyenNEs impliquéEs, parce qu'il y a absence de véritables alternatives politiques autonomes face au néo-libéralisme en place.

Le nouveau réseau militant de gauche sur les enjeux urbains et municipaux doit se mouiller et mettre en débat un projet politique alternatif au néo-libéralisme et des moyens pour le construire. Il ne devra plus ignorer, comme c'est le cas actuellement, la nature du pouvoir qui confronte les citoyenNEs et à faire l'économie d'une critique des relations qu'entretiennent les élites du pouvoir politique avec l'élite économique capitaliste. D'autant plus que cette globalisation économique, jumelée à la présence presque généralisée des tenants de l'idéologie néo-libérale au sein des instances politiques provinciales, régionales et municipales, contribue fortement à réprimer toute véritable remise en question des rapports de pouvoir et de la gestion politique dans les collectivités locales et régionales. Si les nouvelles forces citoyennes recèlent une dynamique originale et, à certains égards, mieux enracinée que celle des années 1970, l'espace de rêve, qui pourrait transcender ce puissant pouvoir de domination des esprits, semble absent. Un projet politique de contre-pouvoir citoyen comblerait cette lacune. Mais, sans vouloir être trop pessimiste, les indicateurs actuels sont trop faibles pour espérer voir fleurir un tel projet avant plusieurs années au sein d'une social-démocratie renouvelée.

La gauche altermondialiste radicale

Le courant « éclaté » de la gauche radicale²⁷ qui s'intéresse aux problématiques locales se retrouve dans des réseaux parallèles aux mouvements citoyens dont nous avons préalablement parlé. Globalement, pas ou peu de contacts entre les deux réalités. Ce courant de gauche radicale, plutôt libertaire et résolument anti-capitaliste, dans lequel beaucoup de militantEs s'investissent sur des enjeux de portée plus globales (droits des réfugiés, solidarité internationale, anti-répression, etc.) fonctionne sur un mode très décentralisé. Dans cette mouvance, des collectifs, minoritaires en nombre, s'intéressent aux questions de logement, à l'aménagement urbain, et à bien d'autres sujets qui ont une incidence dans la politique locale. Toutefois, aucune approche "organisée" face aux pouvoirs municipaux locaux n'est perceptible. La pratique qui domine actuellement selon la militante et chercheuse Anna Kruzynski²⁸ est celle de créer "*des espaces de préfiguration, à petite échelle et*

²⁷ Composition hétéroclite d'écologistes, de libertaires ou de marxistes indépendants

²⁸ Anna Kruzynski participe au Collectif de recherche sur l'autonomie collective (CRAC), un groupe d'affinité de militantes pro féministes et libertaires qui étudie son propre mouvement.

autonomes, selon des valeurs d'association volontaire, l'aide mutuelle, la démocratie directe"... "De par l'implication dans des initiatives concrètes, en expérimentant, on réinvente le vivre ensemble démocratique, mais aussi écologique, et on donne un avant goût de ce que pourrait être une société de décroissance conviviale, sereine et soutenable"²⁹. Anna Kruzynski nous informe que le CRAC a répertorié près de 150 initiatives autonomes qui se répartissent dans les communautés locales, surtout urbaines. Ces initiatives citoyennes, si elles doivent au moins en partie se perpétuer dans le temps et l'espace, devront dépassées les simples réseaux d'information plus ou moins formels existants et devenir plus "reconnaissables" sur la place publique. Mais jusqu'ici, ces nombreuses initiatives autonomes généralement très politisées, ont réussi à faire le pont entre les défis locaux et les enjeux plus globaux et ont permis d'éviter le cloisonnement et le repliement territorial.

Maintenant quel projet politique potentiel sous-tend ce type de volonté d'auto-organisation collective au niveau local ? Ici, il faut envisager la naissance de réseaux "d'autogestion dans et par des communautés locales" (quartier, partie de quartier, village, regroupement de village, etc.). Se développerait alors des formes de contre-pouvoir ou de « non-pouvoir³⁰ » visant la construction d'une nouvelle légitimité sociale et politique dans les milieux de vie. Cette nouvelle légitimité à bâtir fait partie d'un travail de "déconstruction" du rapport traditionnel au pouvoir qui est débattue dans ces processus auto-organisationnels alternatifs. Si ce développement apparaît dans un premier temps parallèle aux pouvoirs politiques existants dans les municipalités, la confrontation apparaît inévitable dans le temps. D'ailleurs, quelques "escarmouches" ont déjà eu lieu dans les dernières années à Montréal sur l'enjeu du logement.

Toutefois, il faudra sans doute compter quelques années avant que la formulation d'un projet politique local cohérent, autour de l'idée centrale d'autogestion, puisse jaillir des trop rares réflexions qui se mènent ici et là dans la mouvance alternative autonome.

Pour la suite des choses

Les blocages qui affectent globalement la pensée de gauche, qu'elle soit réformiste ou radicale, sont réels et profonds. On pourra toujours fustiger la force des courants néo-libéraux et des ténors de la

²⁹ Objecteurs de croissance, Pour sortir de l'impasse, Collectif sous la direction de Serge Mongeau, Sortir de la cage productiviste, Anna Kruzynski, page 99, Éditions Écosociété, 2007.

³⁰ Voir John Holloway, "Changer le monde sans prendre le pouvoir ", Éditions Syllepse et Lux, 317 pages, 2007.

globalisation économique. Mais il faudra sortir des couloirs traditionnels de la politique québécoise et pourquoi pas, jeter un coup d'œil en Amérique latine pour observer et s'inspirer des nouvelles perspectives politiques populaires, couplées à de nouveaux modes d'organisation politique citoyenne et qui permettent d'ouvrir quelques espaces de gauche inédits, tel que présents chez les Zapatistes au Mexique ou le Mouvement des sans terre au Brésil, par exemple.

À cet effet, il n'y a pas de recette magique bien sûr. D'abord, un renouvellement de la pensée de gauche sur la scène locale, urbaine et régionale au Québec doit être suffisamment osé pour provoquer une rupture avec le discours mielleux et volontairement manipulateur des forces politiques et économiques néo-libérales. Deuxièmement, quelque soit la justesse et la puissance de la parole de gauche celle-ci n'est pas suffisante. Il faut mettre l'emphase sur l'envahissement de l'espace public et agir de manière à déstabiliser le confort et l'indifférence des lieux de pouvoir locaux (manifestations, désobéissance civile, protestations, blocage, etc.). Seule cette présence physique s'accumulant sur le terrain avec les résidentes et les résidents de nos milieux redonnera de la crédibilité populaire aux idées de gauche et renouera avec l'ingrédient de la "résistance aux pouvoirs dominants".

Sur ce terrain de la résistance, une troisième piste peut être sérieusement abordée. Celle d'envisager des débats et certaines convergences, surtout au niveau des actions, entre gauche radicale et gauche réformiste sur la scène politique locale. Il faut provoquer une telle effervescence non dogmatique autour des idées et des actions, dans les quartiers, les villages et les régions.

À défaut de ces trois composantes, nullement acquises à l'heure actuelle, la traversée du désert pourrait être plus longue que prévue avant de pouvoir à nouveau remarquer la présence de courants de gauche organisée sur la scène politique municipale et locale.

Marcel Sévigny
Février 2008